

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Petites phrases de la semaine

- Aminata Ondo, syndicaliste :

"(...) Pour une femme, commander l'armée ce n'est pas facile. (...) elle doit mettre un terme à la corruption. Les détournements ont fait de notre pays la risée du monde. Elle doit se battre pour faire comprendre aux gens que l'argent du pays c'est pour servir le peuple".

- Nathalie Efoua, fondatrice de l'ONG "Femme lève-toi" :

"C'est un signe positif en termes d'égalité des sexes au Gabon. Ça tord le cou aux articles sexistes que j'ai pu voir ici et là qui laissent entendre qu'il n'y a pas dans le gouvernement des femmes compétentes pour ce poste".

- Léa Meye, premier questeur du Conseil économique, social et environnemental (CESE) :

"Une femme à la Primature est un signal fort, car il ne s'agira plus de faire de la figuration mais de donner plus de force et de ferveur à notre engagement dans les instances de décisions".

- Alain-Claude Bilie-By-Nze, ex-ministre des Affaires étrangères :

"La CEEAC a connu des succès retentissants au plan de la diplomatie sous-régionale, de la prévention et règlement des conflits. Toutefois elle n'a pas atteint son principal objectif qui était de favoriser une plus grande intégration régionale sur le plan économique".

- Ange Gaël Makaya, président de la mutuelle de l'Université Omar Bongo (UOB) :

"Malgré l'engouement des étudiants, l'activité estudiantine ne peut reprendre son cours normal que si certaines conditions préalables sont respectées".

- Nathalie Sima Eyi, vice-présidente du Syndicat national des enseignants-chercheurs (SNEC) :

"Cette ouverture est incompatible avec le niveau d'alerte de la pandémie de Covid-19 dont le nombre de cas contaminés ne cesse d'augmenter".

- Dr Guy Patrick Obiang Ndong, ancien porte-parole du Copil :

"Il y a une tendance baissière de la courbe évolutive, avec une incidence de 5 à 6 %. Plus les semaines passent, et plus le nombre de cas positifs diminue".

Rassemblées par Y.F.I

PDG : plusieurs activités menées depuis le 6 mars dernier

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

QUID des activités menées par le Parti démocratique gabonais (PDG) depuis le 6 mars dernier, date de la reconduction d'Éric Dodo Bounguendza à la tête du secrétariat exécutif et des réaménagements survenus au sein de cet organe ?

C'est autour de cette question que les conseillers du "distingué camarade président" et porte-parole du Parti démocratique gabonais (PDG) ont animé, samedi dernier, au siège de cette formation politique, une conférence de presse. Plus exactement, le Dr Stéphane Germain Iloko Boussegué, David Ella Mintsa, Junior Xavier Ndong Ndong et Diou-

Le PDG a, entre autres, contribué, à hauteur de dix millions de nos francs, au compte solidarité Covid-19 ouvert par le gouvernement à la Caisse de dépôts et consignations,

my Moubassango ont échangé avec les représentants de la presse nationale sur le bilan d'action du PDG au cours des derniers mois, sous-tendu par la mise en œuvre des objectifs de "Régénération" et "Revitalisation" (2R). Un véritable baptême du feu pour les trois derniers nommés, vu que depuis leur promotion, c'était la première fois qu'ils se livraient, tous ensemble, à un exercice de ce genre.



Photo: DR

Les porte-parole du PDG lors de leur conférence de presse.

Les quatre orateurs ont indiqué que le champ d'action de leur formation politique s'est principalement limité à contribuer, autant que faire se peut, aux côtés des pouvoirs publics, à lutter contre le Covid-19 ; promouvoir et défendre la vision politique du président Ali Bongo Ondimba ; soutenir l'action du gouvernement tout en se focalisant sur la mise en œuvre de la feuille de route en rapport avec les nouveaux enjeux du PDG.

À ce titre, ont-ils fait valoir, le PDG a, entre autres, contribué, à hauteur de dix millions de nos francs, au compte solidarité Covid-19 ouvert par le gouver-

nement à la Caisse de dépôts et consignations, procédé à la confection des masques alternatifs, joué son rôle d'orientation de la majorité parlementaire. Tout en renouant et en intensifiant le dialogue avec les partis politiques alliés et amis, en mettant en place la Chancellerie des Ordres du parti (Cop), etc.

Toute chose qui, selon eux, prouve à suffisance que le secrétariat exécutif est résolument engagé dans la matérialisation des 2R, telle que prescrite par le "distingué camarade président".

La Semaine Expérience nouvelle

LES choses sont allées vite du côté de l'Exécutif, au point où l'orientation de la présente chronique a dû également changer. Sinon, l'occasion était tout indiquée pour revenir sur la rentrée, plutôt ratée, à l'Université Omar-Bongo (UOB), lundi dernier. Cela, malgré toutes les assurances données par le ministre sortant, Jean de Dieu Moukagni Iwangou.

On conviendra que l'actualité de la semaine a été surtout marquée par le changement de gouvernement. Julien Nkoghe Bekale a été remplacé par Rose Christiane Ossouka Raponda, qui était jusque-là ministre d'État en charge de la Défense nationale. La nomination d'abord du Premier ministre jeudi, et le lendemain, la composition des membres de son cabinet. Fait inédit dans notre pays, et très rare en Afrique (le Sénégal de Macky Sall faisant exception), une femme a été nommée

à la tête d'un gouvernement.

On ne s'attardera pas sur la manière, ni les autres péripéties ayant entouré le limogeage du député de Ntoun. Chose annoncée depuis plusieurs mois dans certains cercles, sans que cela ne se concrétise. Il est évident que, comme le dit l'adage, "on ne change pas une équipe qui gagne". Du coup, la déduction est vite faite : si on change cette équipe, c'est qu'elle n'a pas gagné... D'ailleurs, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, n'a jamais fait mystère sur sa vision à ce niveau. Souvenons-nous de cette déclaration, lors d'une interview accordée à notre rédaction en octobre 2019 : "(...) Ce qui compte pour moi, ce sont les résultats concrets de nos politiques publiques, pas la stabilité gouvernementale. Je le répète, j'ai une seule obsession : les Gabonais doivent ressentir concrètement, dans

leur quotidien, les effets des réformes (...)"

Rose Christiane Ossouka Raponda et son gouvernement sont donc prévénus. Ils savent désormais à quoi s'en tenir. En plus, vendredi, le chef de l'État a donné le ton lors de son tout premier entretien avec la nouvelle cheffe du gouvernement, qu'il a instruit d'apporter des "résultats tangibles et visibles dans la vie quotidienne des Gabonaises et des Gabonais". Et les attentes sont nombreuses.

Avec une femme à la tête du gouvernement, le Gabon et son président tentent une expérience nouvelle. Que va-t-elle donner ? Personne ne peut le prédire. Même si, et pour rester dans la logique des adages, "ce que femme veut, Dieu le veut."

ONDOUBA'NTSIBAH